



Réf : 2018-220 -Service Santé Environnement dans l'Aisne -  
Sous-Direction Santé Environnement – Direction de la Sécurité  
Sanitaire et de la Santé Environnementale – NC

Affaire suivie par Nicolas CLEMENT  
Technicien Sanitaire et de Sécurité Sanitaire  
Principal  
Téléphone : 03.23.22.45.52  
Télécopie : 03.23.22.45.99  
nicolas.clement@ars.sante.fr

Monique RICOMES  
Directrice Générale

à

Monsieur le Président  
Communauté de communes du Pays de la Serre  
1, rue des Telliers  
02270 CRECY-SUR-SERRE

A l'attention de Karine ROGER

Lille le,

**23 AVR. 2018**

Objet : Permis d'aménager – Reconversion de l'ancienne base militaire de Laon-Couvron – Commune de COUVRON-ET-AUMENCOURT (02) – dossier n° PA 02231 18 SE001

Par courrier en date du 3 avril 2018, reçu le 11 avril 2018; vous m'avez transmis une demande de permis d'aménager concernant la reconversion de l'ancienne base militaire de Laon-Couvron en autodrome sur la commune de COUVRON-ET-AUMENCOURT dans le département de l'Aisne. Le projet d'aménagement comprend une partie piste et la création d'un merlon.

Concernant l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine du site, les plans du projet montrent la réalisation d'activité autour de l'ouvrage d'eau destinée à la consommation humaine et notamment dans le périmètre de mesure de protection rapproché. Il est nécessaire que le pétitionnaire respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral PREF/ARS-DD02/EAU-CH/2017-005 du 28 juillet 2017 afin de préserver son alimentation en eau de tout risque de pollution accidentelle.

Concernant l'utilisation du site pour les activités automobiles et motocycle, le projet propose sept tracés pour l'autodrome se répartissant sur deux types d'activités principales : les essais sur circuit industriel et une partie circuit sport avec une activité répartie suivant le découpage : 25 % - journée constructeur, 10 % - Palmer sport, 25 % - auto-trackday, 20 % - moto-trackday, 10 % - courses et 10 % pour les activités soumises à dérogations.

Le bureau d'études du porteur de projet s'est basé sur la réglementation des bruits de voisinage (Code de la Santé Publique) afin d'estimer l'impact du projet en caractérisant les risques de dépassement de l'émergence globale prévue par la réglementation. Afin de caler le modèle numérique, le bureau d'études s'est basé sur des mesures effectuées sur le circuit de Bedford au Royaume-Uni qui possède un environnement similaire au projet de COUVRON-ET-AUMENCOURT. Les modélisations proposent un mode sans restriction et un mode limite à 98 dB(A) pour les activités automobile et motocycle. La limitation à 98 dB(A) des véhicules permet de réduire le risque de dépassement de l'émergence pour le projet. L'activité motocycle est plus à risque du fait de la motorisation des machines. Une adaptation du nombre de véhicules et du circuit employé permettra la réduction de ce risque de dépassement.

Le pétitionnaire prévoit également plusieurs mesures compensatoires afin de diminuer les risques de non-conformité de son installation avec :

- la création de deux merlons (l'un vers la commune de VIVAISE et l'autre vers la commune de COUVRON-ET-AUMENCOURT) afin de diminuer le bruit provenant du site,
- le contrôle des émissions sonores des véhicules suivant les normes des fédérations sportives,

- le contrôle dynamique des émissions sonores des véhicules pendant l'activité,
- la réalisation de mesure permanente pendant l'exploitation de l'autodrome.

Concernant l'aérodrome, au vu de sa faible exploitation, celui-ci ne sera pas contraint de réaliser un plan d'exposition au bruit. Le pétitionnaire prévoit 10 vols privés/commerciaux à l'horizon 2022.

Concernant le stand de tir, le pétitionnaire prévoit de réutiliser l'installation qui est un bâtiment militaire à proximité de l'ouvrage d'eau destinée à la consommation humaine. Le bureau d'études a réalisé des tests de tirs dans ce bâtiment. Le lieu possède une conception militaire. Seul un tir continu d'armes ayant une puissance de 150 dB(A) pourrait être perceptible au niveau des premiers riverains du site. Ce niveau est beaucoup plus élevé que celui des armes de chasse ou pour le tir de loisir.

Au vu des éléments du dossier, j'émet un avis favorable sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral PREF/ARS-DD02/EAU-CH/2017-005 du 28 juillet 2017 afin de préserver l'alimentation en eau de tout risque de pollution accidentelle

Pour la Directrice Générale et par délégation,  
La Directrice de la Sécurité Sanitaire et de la  
Santé Environnementale

Dr Carole BERTHELOT

